

INFOVEILLES

Projet de base navale russe au Soudan : vers une percée de Moscou en mer Rouge ?



n° 57 /// 1^{er} juin 2022

Le 2 mars 2022, de retour de Moscou, le général soudanais Dagalo (dit Hemedti) a confirmé l'étude du projet de base navale russe riveraine de la mer Rouge, à Port-Soudan¹. Si cela entérine le regain d'intérêt de la Russie pour l'Afrique et les régions avoisinantes, la situation soudanaise chaotique complexifie jusqu'ici sa mise en oeuvre. Dans cette zone instable où s'accroissent les rivalités géostratégiques, les puissances établies telles que les USA, la France ou la Chine s'interrogent sur les objectifs réels des Russes et des Soudanais.

FAITS

Une délégation soudanaise menée par le général Hemedti s'est rendue en Russie à partir du 23 février 2022, où elle a rencontré le président V. Poutine et son ministre des Affaires étrangères S. Lavrov. En plus des partenariats économiques, **les deux parties ont réaffirmé leur volonté d'accroître leur coopération sécuritaire**². Le 2 mars 2022, le Soudan s'est par ailleurs abstenu lors du vote à l'ONU condamnant l'offensive russe en Ukraine débutée le 24 février 2022. Hemedti s'est aussi rendu le 16 mars 2022 près de Port-Soudan où est envisagée **l'implantation de la 1^{ère} base militaire officielle de la Russie en Afrique depuis la chute de l'URSS** en 1991, même s'il convient de se méfier des effets d'annonce. Un premier accord russo-soudanais du 1^{er} décembre 2020 stipulait que ce « point d'appui technique et matériel » (PMTO, selon l'appellation russe) est à vocation « défensive » afin d'assurer le « maintien de la paix et de la stabilité dans la région ». Des experts russes décrivent ainsi une « menace fantôme³ » instrumentalisée par les Occidentaux. Cette base pourrait officiellement accueillir durant 25 ans (renouvelables 10 ans) jusqu'à 300 personnels et 4 navires et/ou sous-marins de combat simultanément, dont ceux à propulsion

nucléaire, bénéficiant de l'immunité d'inspection. L'armée russe pourrait utiliser librement les ports et aéroports soudanais pour le transit des équipements contribuant à son fonctionnement.

Les réactions internationales sont contrastées. A Pékin, la vision prévaut depuis fin 2020 d'une **victoire de Khartoum contre les « ingérences étrangères »** de Washington et Paris. Ces deux dernières s'inquiètent de la nature de cette éventuelle future base⁴ qui peut de surcroît faciliter les transferts de matériels militaires russes en Afrique. Le 21 mars 2022, le chargé d'affaires américain ainsi que l'ambassadeur britannique à Khartoum ont critiqué la présence russe dans le pays. Diverses autorités militaires, tel le général Townsend (commandant l'*United States Africa Command*, AFRICOM), avaient préalablement exprimé leur **« préoccupation stratégique »** au sujet d'une telle installation⁵, attestant des tensions persistantes autour de Port-Soudan.

CONTEXTE

Le « retour » russe en Afrique et au Moyen-Orient s'inscrit dans la politique de **réaffirmation du rang de grande puissance (deržavnost')** mondiale de la Russie menée par V. Poutine depuis 2000. Ce réinvestissement s'est accéléré suite à la crise ukrainienne de 2014 et a été confirmé par le *Concept de politique étrangère* de 2016 (art. 99, actualisation en 2022), même si le contrôle de « l'étranger proche » reste prioritaire. Le **sommet Russie-Afrique de Sotchi** des 23-24 octobre 2019, en présence de 43 chefs d'Etats africains, symbolisait cette volonté russe de rétablir au moins partiellement son influence en Afrique perdue suite à la chute de l'URSS (le prochain est prévu fin 2022). Au sein des régions africaines frappées par un terrorisme et des soulèvements endémiques, le *Kremlin*, fort de son « expertise » reconnue en Syrie et en Tchétchénie⁶, a signé depuis 2017 une

¹ Les militaires soudanais jouent la carte russe. *Orient XXI*, 21 mars 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/idYU>

² Russia, Wagner Group expand ties with Sudan. *Al-Monitor*, 13 avril 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/idVg>

³ Сапоги в океанах. Зачем России военная база в Судане. *Carnegie Moscow Center*, 11 décembre 2020, traduit en anglais sur : <https://urlz.fr/fuZH>

⁴ *Russia to Establish Naval Base Capable of Supporting Nuclear-Powered Ships in Sudan. War Zone*, 16 novembre 2020.

⁵ U.S. Worries Sudan Is Close to Leasing Russia a Red Sea Base. *WSJ*, 2 mars 2022. Disponible sur : <https://urlz.fr/ieav>

⁶ Le retour militaire de la Russie en Afrique subsaharienne : quels fondements ? *GRIP*, 20 septembre 2019. Disponible sur : <https://www.grip.org/fr/node/2824>

vingtaine d'accords de coopération militaire dont un avec le Mali en 2019 ou le Cameroun en avril 2022. Moscou a obtenu des droits d'accès pour sa marine (Soudan, Madagascar et Mozambique) ou ses forces aériennes (ces trois derniers États plus la Centrafrique et l'Égypte). Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre russe des Affaires étrangères chargé du Moyen-Orient et de l'Afrique, a aussi rencontré le 25 octobre 2019 les représentants du G5 Sahel afin de leur proposer un approfondissement de leur coopération militaire, en particulier avec le Tchad.

Cette politique s'appuie de manière interdépendante sur la formation, le conseil militaire et surtout **les ventes d'armes, dont Moscou est le 1^{er} fournisseur du continent**⁷ en 2017-2021 et accroît ses parts, notamment en Afrique subsaharienne devant la Chine et la France. Le domaine de l'« exportation de sécurité » (*eksport bezopasnosti*) inclut aussi le **déploiement officiel de sociétés militaires privées (SMP)**, interdites *de jure* en Russie mais mercenaires de fait. Les « instructeurs militaires civils », selon la terminologie russe, du « groupe Wagner » d'Evguéni Prigojine (proche de V. Poutine et lié à la Défense russe) sont présents de la Libye à la Syrie ainsi qu'au Soudan (estimés à 300 hommes depuis 2017), en Centrafrique (SMP *Sewa Security* intégrée à la garde du président Touadéra) et désormais au Mali. E. Prigojine, sanctionné par les USA et l'UE en 2020, est par ailleurs lié à l'*Internet Research Agency* qui conduit en Afrique des **campagnes d'influence médiatique** que d'aucuns qualifient de désinformation. Au Moyen-Orient, le Kremlin cherche notamment à renforcer ses liens économiques et/ou sécuritaires sans exclusive avec l'Iran et son ennemi Israël, l'Irak ou les monarchies saoudienne, émiratie et qatarie. M. Bogdanov a ainsi présenté en juillet 2019 le premier *Concept russe de sécurité collective dans le Golfe Persique*. De surcroît, la stratégie russe comporte un volet naval présenté comme « défensif » dans la **Doctrine maritime russe du 26 juillet 2015** et la **Doctrine navale du 20 juillet 2017**. Ces dernières confirment l'intérêt pour la Russie d'une présence maritime renforcée dans « l'océan mondial », prioritairement dans les zones Atlantique (incluant les mers Noire et Méditerranée), océans Indien et Pacifique. **En Méditerranée orientale, une task force navale russe quasi-permanente a ainsi été recrée** à partir de 2013, et surtout suite à l'intervention en Syrie débutée en 2015 soutenue par le « *Syria express* » Crimée-base navale de Tartous. Elle est rattachée organiquement à une Flotte de la mer Noire (FMN) en pleine « renaissance » au sein de la *Voïenno-Morskoi Flot* russe (VMF, 3^e rang mondial en tonnage mais vieillissante). Selon l'accord russo-syrien signé en janvier 2017 valable 49 ans, cet escadron peut compter jusqu'à une dizaine de navires à quai à Tartous. De tonnage relativement faible, il est néanmoins moderne (frégates *Projet 11356*), « kalibrisé » (missiles *Kalibr 3M-14* d'une portée revendiquée de 2 000 km) et dispose d'un **rayon d'action jusqu'à la mer Rouge et la Corne de l'Afrique**. La Russie mène là depuis

2009 une campagne annuelle contre la piraterie. Ces navires peuvent s'avitailer et s'appuyer à Tartous sur des systèmes anti-aériens *S-400 Triumph* et *Pantsir S-1* ou de guerre électronique. 50 à 70 aéronefs, dont des chasseurs *Su-35S*, sont aussi déployés dans les bases de Hmeimim et Shayrat. Enfin, la VMF a participé fin 2019 à ses premiers exercices trilatéraux en Atlantique Sud avec Prétoria et Pékin, ainsi qu'avec Pékin et Téhéran en mer d'Oman (renouvelé en février 2021).

Le Soudan sous le « parapluie russe » ? Peuplée de 45 millions d'habitants, la République soudanaise, un des pays les plus pauvres du monde, **bénéficie du soutien de Moscou et de Pékin**, notamment par des violations de l'embargo de l'ONU lors de la crise du Darfour débutée en 2003, malgré l'inculpation en 2009 par la CPI pour génocide du président d'alors, Omar el-Béchr. Ce dernier s'était montré en 2017 favorable à l'ouverture d'une base navale russe sur son sol face à « l'agressivité » américaine. En outre, la formation des officiers des Forces armées soudanaises (FAS), bien équipées selon les standards régionaux⁸, se déroule souvent en Russie. Le Soudan a en retour reconnu l'annexion de la Crimée et appuie Moscou en Centrafrique (« accord de Khartoum » en février 2019). Néanmoins, la destitution après 29 ans de pouvoir d'Omar el-Béchr en avril 2019 suite au « **printemps soudanais** »⁹ a fait évoluer graduellement cette situation. Si deux accords militaires russo-soudanais ont été signés pour 7 ans dès mai 2019, les autorités de transition formées en août suivant, le Conseil de souveraineté (CST, qui a autorité sur l'état-major des FAS) et le gouvernement civil d'A. Hamdok, s'étaient aussi rapprochés des USA ou des Emirats arabes unis (EAU) tout en renégociant depuis 2021 l'accord avec la Russie sur Port-Soudan. Néanmoins, A. Hamdok a été évincé suite au **coup d'Etat militaire du général et président du CST A.F al-Buhran le 25 octobre 2021**, dont Hemedti est le vice-président¹⁰. Ce dernier contrôle les *Rapid Support Forces* (RSF), puissante milice paramilitaire autonome ayant participé entre autres aux répressions au Darfour et à Khartoum. Par ailleurs, le Soudan est engagé dans la guerre civile yéménite¹¹ (de manière réduite depuis 2019) au sein de la coalition menée par Riyad à partir de mars 2015 face aux rebelles houthis chiites soutenus par l'Iran. Enfin, les relations avec le Soudan du Sud, dont l'indépendance depuis 2011 a été soutenue par les USA et la France mais qui a souffert d'une guerre civile de 2013 à 2020, se sont peu améliorées.

Les USA avaient opéré un rapprochement avec le Soudan depuis octobre 2017 (fin de l'embargo américain) et surtout avec le **retrait de Khartoum de la liste des États finançant le terrorisme** le 14 décembre 2020¹², condition de la normalisation Soudan-Israël. Le coup d'État d'octobre 2021 a toutefois amené Washington à suspendre son aide financière (700 millions de dollars) et à rétablir ses sanctions. La « Stratégie

⁷ Trends in International Arms Transfers, 2021. SIPRI, mars 2022.

⁸ *Military Balance 2022*. Routledge/IJSS, février 2022. Sudan, p. 497-499.

⁹ Why Sudan Matters. *Carnegie Middle East Center*, 29 janvier 2021. Disponible sur : <https://carnegie-mec.org/diwan/83755>

¹⁰ Sudan's coup plotters have miscalculated their options. *ISS Africa*, 29 octobre 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/ijlg>

¹¹ Depuis 2014, la CIA estime en 2020 que la guerre au Yémen a fait 100 à 120 000 morts civils et militaires, le double selon l'ONU en 2021.

¹² What Sudan's terror delisting really means. *Atlantic council*, 14 décembre 2020. Disponible sur : <https://urlz.fr/fzQM>

africaine » de décembre 2018 considère ici aussi la Russie et la Chine comme les principales menaces. Depuis janvier 2021, l'administration Biden amplifie cette ligne qui concerne de surcroît le Moyen-Orient où Washington dispose d'un réseau unique de bases militaires, alors qu'elle n'en a qu'une seule permanente en Afrique à Djibouti (4 000 h.) depuis 2002. Rattachée à l'AFRICOM, opérationnel à Stuttgart depuis 2008, cette base leur permet en particulier de mener des opérations contre *Al-Qaïda* au Yémen (AQPA) ou les *Shebabs* somaliens.

La France confirme un « retour à la compétition » avec la Russie (et la Chine) dans son *Actualisation stratégique* de janvier 2021, dont celle **en Afrique et au Moyen-Orient, régions d'« intérêt stratégique majeur »** reliées à ses DROM de l'océan Indien. Paris a multiplié les interventions africaines¹³ et ré-augmenté ses effectifs sur place de 2012 jusqu'en juin 2021 et l'annonce de la fin de l'opération Barkhane effective courant 2022. Les ventes d'armes françaises sont par ailleurs remontées en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient. De plus, 70 % de la coopération militaire française est destinée à l'Afrique. Le dispositif prépositionné français est ici articulé autour de forces permanentes de souveraineté, à La Réunion-Mayotte (1 700 h.), et de présence avec surtout les bases d'Abidjan (950 h.), Abou Dhabi (650 h.) et Djibouti (1 450 h.). Cette dernière, au sud de Port-Soudan et proche de la Corne de l'Afrique où les implantations militaires extérieures se multiplient¹⁴, conserve des liens étroits avec la France. Paris assure depuis 1977 sa protection militaire (seul État africain à avoir conservé une telle clause de sécurité officielle, art. 4) selon l'accord de défense bilatéral¹⁵ entré en vigueur le 1^{er} mai 2014, et **maintient à Djibouti sa plus importante force de présence à l'étranger**. Enfin, le président E. Macron soutient la transition démocratique soudanaise et a condamné le coup d'État du 25 octobre 2021.

La Chine est le premier partenaire commercial de Khartoum comme de l'Afrique et du Moyen-Orient, **parties des « Routes de la soie »** duales lancées par Xi Jinping en 2013 (*Belt and Road Initiative*, BRI). 50 % des investissements de cette BRI sont destinés à l'Afrique. Au moyen de forums sino-africains (économique depuis 2000, défense-sécurité depuis 2018), Pékin renforce sa coopération militaire et ses ventes d'armes, surtout en Afrique dont elle est le 2^e fournisseur. De plus, la Chine a inauguré en août 2017 sa **première base militaire extérieure officielle depuis 1949 à Djibouti**, dont elle détient 70 % de la dette. Ses rivaux voient là une matérialisation du « collier de perles¹⁶ » stratégique chinois. Contre la piraterie, la marine chinoise escorte les navires dans le golfe d'Aden et protège ses ressortissants évalués à 1 million en Afrique (où 2 000 casques bleus chinois sont déployés) et 550 000 au Moyen-Orient. Par

ailleurs, la Chine a publié en 2016 son premier *China's Arab Policy Paper* visant à renforcer sa coopération sécuritaire régionale.

ENJEUX

Port-Soudan est aux yeux de la Russie une position-clé au centre de **la mer Rouge, corridor stratégique** reliant la Méditerranée à l'océan Indien *via* le canal de Suez et le détroit de Bab-el-Mandeb, *chokes points* où transitent 12 % du commerce mondial, et interface entre l'Afrique et le Moyen-Orient. Nullement remise en cause par la guerre en Ukraine en 2022, la stratégie russe traditionnelle d'accès aux « mers chaudes » inclut une **vision obsidionale** de la Méditerranée orientale, à la fois glacis défensif avec la mer Noire sur son flanc sud face à l'OTAN¹⁷ et plateforme de « projection de stabilité ». Complémentaire du « tournant vers l'Asie », le rééquilibrage stratégique obtenu selon Moscou du Maghreb au Levant l'incite à le poursuivre vers l'Afrique et le Moyen-Orient par l'interaction entre coopération militaire, « guerre informationnelle » et pénétration commerciale. La « non-ingérence » russe et la lutte contre les « printemps » populaires séduisent aussi les potentats locaux. Cela en échange de matières premières (dont l'or au Soudan exploité avec M-Invest - liée à E. Prigojine - et sécurisé par Wagner sous l'égide d'Hemedti), de contrats et de soutiens diplomatiques (comme l'abstention malienne ou le vote négatif érythréen à l'ONU le 2 mars 2022 sur l'offensive militaire russe en Ukraine). Cette politique vise à faire de la Russie **une alternative fiable aux Occidentaux et à la Chine**, tout en démentant un isolement consécutif à la crise ukrainienne. Ce qui contribue à la « restauration » de la grande puissance russe au sein d'un monde voulu multipolaire, objet de fierté nationale étayant la légitimité du pouvoir russe.

L'ancrage soudanais doit dès lors **accroître la soutenabilité et de ce fait la crédibilité des capacités de projections**, de la Crimée vers et depuis l'océan Indien¹⁸, et de l'alliance russes. Il peut étendre par exemple la capacité de la VMF à escorter le trafic pétrolier syro-iranien. Néanmoins, les capacités hauturières relatives de la flotte russe limitent les options. De plus, si Khartoum finit par mettre en oeuvre l'accord avec Moscou et au vu des difficultés à Port-Soudan (infrastructures et luttes interethniques), **c'est l'ampleur et le rythme réels de cette construction qui détermineront le niveau d'« intimidation stratégique » russe**. Soit selon le modèle de Tartous, PMTO évoluant en base navale polyvalente, créant à terme une « chaîne de bulles » *AZ/AD* Crimée-Syrie-Soudan protégeant les déploiements russes et gênant ceux des Occidentaux. Soit avec le maintien d'une escale logistique soulageant Tartous. Dans tous les cas, le *Kremlin* ne veut pas d'un « éléphant blanc » mais une vitrine d'influence efficiente facilitant le développement de ses

¹³ Actions militaires françaises (directes ou en soutien) notamment au Tchad en 2008, 2019 et 2021, en Côte d'Ivoire et en Libye en 2011, au Mali en 2013-2022.

¹⁴ *The Foreign Military Presence in the Horn of Africa Region*. SIPRI, avril 2019.

¹⁵ Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti, signé le 21 décembre 2011. *Légifrance*, mai 2014.

¹⁶ L'expression « *string of pearls* » provient en fait du cabinet de conseil américain Booz Allen Hamilton et n'est pas reconnue par la Chine.

¹⁷ *Russia in NATO's South: Expansionist Strategy or Defensive Posture?* *Nato Defense College*, février 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/fBgz>

¹⁸ *Russia wants to be a power to be reckoned with in the Indian Ocean*. *Lowy Interpreter*, 15 mars 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/fBht>

intérêts régionaux¹⁹. Cependant, **cette progression indéniable de la Russie est à relativiser**. Hormis en Syrie, ses déploiements militaires restent pour l'heure limités, même avec les SMP souvent incluses dans les accords de coopération (à l'efficacité discutée mais qui permettent de nier toute implication officielle²⁰) ou éventuellement demain avec Port-Soudan. En outre, malgré la volonté affichée à Sotchi de doubler les échanges russo-africains d'ici 2025, ils demeurent 3 et 12 fois inférieurs à ceux de la France et de la Chine. Moscou n'est que le 6^e partenaire commercial du Soudan et le 9^e de l'Égypte, dont elle est pourtant le 1^{er} fournisseur d'armes mais qui bénéficie d'1,5 milliard de dollars d'aide militaire annuelle américaine. Aggravée par la guerre en Ukraine, **la faiblesse financière freine en effet l'influence de la Russie** (PIB 9 et 13 fois inférieur à la Chine et aux USA) qui cherche à la **compenser asymétriquement par « l'exportation de sécurité »**, son principal avantage concurrentiel, au risque cependant de s'y voir cantonnée.

Le Soudan exploite sa situation stratégique frontalière d'États où le Kremlin cherche à étendre son influence, pour obtenir un soutien sécuritaire et financier russe accru. Moscou, 1^{er} fournisseur d'armements de Khartoum (80 % du total depuis 2003), utilise ce levier d'influence auprès des FAS et l'isolement diplomatique-financier soudanais consécutif au coup d'État du 25 octobre 2021, que le Kremlin s'est gardé de condamner, afin d'acquiescer son point d'appui militaire²¹. Toutefois, les rivalités au sein du CST entre les généraux al-Buhran et Hemedti²² se cristallisent aussi sur Port-Soudan où transitent 85 % des importations soudanaises. Le président du CST reste ambigu sur l'accord de 2020 et tente de rattacher les RSF aux FAS (encore durant le déplacement d'Hemedti à Moscou). De surcroît, la chute d'el-Béchir autorisait Khartoum à **diversifier ses partenariats afin de ne dépendre exclusivement d'aucun** ainsi qu'une normalisation permettant le développement du pays et de mieux négocier ses contentieux territoriaux avec Juba, qui peut lui faire perdre 75 % de ses recettes pétrolières, ou l'Éthiopie. Or cette politique d'équilibre n'est pas abandonnée (levée de l'état d'urgence le 29 mai 2022) et il n'est pas exclu qu'Hemedti cherche aussi à faire pression sur les USA en instrumentalisant la « menace russe » afin d'obtenir une levée des sanctions. **Le danger pour la Russie est que le Soudan fasse « monter les enchères » entre Moscou et Washington**²³.

Les USA cherchent en effet à limiter une « percée » russe en Afrique, voire dans « leur » golfe Persique²⁴ auquel Moscou propose sa coopération sécuritaire, sans succès pour l'heure²⁵. De plus, Port-Soudan est situé en face de côtes saoudiennes où l'armée américaine étudie l'implantation de points d'appuis (dont Taëf). Si l'Indo-Pacifique reste une priorité (60 % de l'US Navy), **Washington ne veut pas d'une pression sino-russe sur le**

trafic maritime occidental en mer Rouge et maintient ici la supériorité de l'US 5th Fleet. La politique américaine envers Khartoum s'efforce de **rompre un isolement favorisant son allégeance à Moscou et Pékin** et ainsi contrer l'installation de la VMF à Port-Soudan, comme elle l'a empêché à Djibouti. A l'aune de cette politique, les pressions exercées suite au coup d'État d'octobre 2021 s'avèrent jusqu'ici plutôt contre-productives.

La France perçoit un « opportunisme agressif » russe qui voudrait faire de Port-Soudan une tête de pont vers la Centrafrique, **coin enfoncé dans le « pré carré » français**, et au-delà créer une sphère d'influence Libye-Soudan-Centrafrique et Mali²⁶ (qui a rompu ses accords de défense avec Paris le 2 mai 2022). La « guerre informationnelle » menée par la Russie en Afrique francophone vise à **y affaiblir, en la discréditant, la place de la France sur le continent** qui constitue un de ses attributs de grande puissance. Paris conserve en fait des atouts : elle est un des premiers créanciers du Soudan, le 2^e vendeur d'armes à l'Égypte (mais « à double tranchant » car Le Caire soutient la junte soudanaise) et accroît depuis avril 2021 sa pression sur Bangui. De plus, sa marine est la seule avec celles des USA et UK à cumuler en Méditerranée des capacités « décisives » et, malgré le retrait du Mali mi-mai 2022, l'appui français reste primordial pour le reste du G5 Sahel dont le Tchad demeure jusqu'ici le pilier et un verrou du « pré carré » français. La France renégocie aussi l'accord de défense avec Djibouti (d'ici 2023), **sa seule plateforme est-africaine de projection interarmées**. Le maintien d'une clause de sécurité spécifique et sa « discrétion » sur la réélection du président Guellèh en avril 2021 ne sont ainsi pas fortuits. Enfin, la LPM 2019-2025 encourage la remise à niveau capacitaire des forces françaises prépositionnées.

La Chine cherche à sécuriser ses « artères jugulaires » via Suez (60 % de ses exportations vers l'UE, son 1^{er} partenaire commercial²⁷) et depuis le Moyen-Orient (son 1^{er} fournisseur de pétrole dont Pékin est 1^{er} importateur mondial), contribuant à sa stabilité intérieure. **Port-Soudan est le débouché du pétrole sud-soudanais dont la Chine est le 1^{er} acheteur** et en contrôle 71 % de la production avec CNPC. Au-delà de sa posture de puissance mondiale responsable, le déploiement de ses Casques bleus sur place est ainsi corrélé avec ses intérêts. L'extension en cours de sa base de Djibouti augure d'un accroissement de ses capacités d'interventions face aux États-Unis, incluant l'océan Indien où Pékin et Delhi rivalisent pour coopérer aussi avec Moscou. « Partenaire stratégique » de la Russie depuis 2019, le dragon chinois considère cependant **l'activisme africain du Kremlin comme déstabilisateur**. Ces deux États sont en effet « unis » face aux USA mais concurrents *de facto* en Afrique²⁸ et au Moyen-Orient, Moscou voulant éviter que Pékin ne soit *in fine* **la seule vraie gagnante du nouveau partage d'influence régionale**.

¹⁹ : Russia's Port Sudan Naval Base: A Power Play on the Red Sea. *Royal United Services Institute*, décembre 2020. Disponible sur : <https://urlz.fr/fBgO>

²⁰ Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences. *IFRI*, 11 septembre 2020. Disponible sur : <https://urlz.fr/fBhj>

²¹ Russian Navy could be Real Winner of Sudan's Coup. *HI Sutton*, octobre 2021.

²² Veillée d'armes entre Hemeti et Burhan. *Africa intelligence*, 16 mars 2022.

²³ Sudan: A key area in US-Russia competition? *Middle East Institute*, juin 2021.

²⁴ Annual Threat Assessment. *Director of National Intelligence*, 9 avril 2021.

²⁵ Riyad est le 2^e importateur mondial d'armements, à 82 % états-unis.

²⁶ Russia's Wagner Group in Africa. *Brookings*, 8 février 2022.

²⁷ MENA at the center of the West: China's "opening up to the West" strategy. *Middle East Institute*, 9 mars 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/fD0x>

²⁸ China-Russia Bilateral Cooperation in Africa. *Russian International Affairs Council*, 29 mars 2021. Disponible sur : <https://urlz.fr/fD3Z>